

Synthèse du cas des 5 Cubains.

En septembre 1998, 5 Cubains furent arrêtés à Miami par des agents du FBI et mis en cellules d'isolement pendant 17 mois avant que leur cas ne passe devant un tribunal. Leur mission aux Etats-Unis était de suivre les activités de groupes et organisations responsables d'activités terroristes contre Cuba.

Gerardo Hernandez, Ramon Labañino, Fernando Gonzalez, Antonio Guerrero et René Gonzalez, furent accusés de la nébuleuse charge de « conspiration en vue d'espionnage ». Le gouvernement des Etats-Unis ne les a jamais réellement accusés d'espionnage ni n'a affirmé qu'il y ait eu véritablement espionnage puisqu'aucun document classifié n'a été saisi sur eux.

Malgré l'énergique objection de la défense, le cas a été jugé à Miami, Floride, communauté qui a une longue histoire hostile envers le gouvernement cubain, ce qui empêcha la tenue d'un procès équitable.

Le procès dura plus de 6 mois, ce fut le plus long aux Etats-Unis jusque là . Plus de 119 volumes de témoignages et 20 000 pages de documents furent compilés, où étaient inclus le témoignage de 3 généraux à la retraite et d'un amiral, également à la retraite, qui conclurent tous qu'il n'y avait pas d'espionnage évident.

A la fin du procès, lorsque le cas devait être présenté au jury pour être mis en délibéré, le gouvernement reconnut par écrit qu'il avait échoué à prouver la charge principale de conspiration pour commettre un assassinat imputée à Gerardo Hernandez, alléguant qu'il affrontait « un obstacle insurmontable pour gagner le procès ». Le jury, cependant, affirma la culpabilité des 5 sur tous les chefs d'accusation, après avoir subi une pression intense de la part des médias locaux.

Après avoir été jugés coupables, les 5 furent condamnés à des peines qui, en les additionnant, arrivaient à 4 perpétuités plus 77 ans et un emprisonnement dans 5 prisons de haute sécurité différentes, totalement séparées l'une de l'autre et sans aucune possibilité de communication entre les prisonniers.

Gerardo Hernandez Nordelo	2 perpétuités + 15 ans
Ramon Labañino Salazar	1 perpétuité + 18 ans
Antonio Guerrero Rodriguez	1 perpétuité + 10 ans
Fernando Gonzalez Llort	19 ans
René Gonzalez Schwerert	15 ans

De plus, on leur imposa une clause selon laquelle « *comme condition spéciale additionnelle de la liberté surveillée, il leur est interdit de s'associer avec ou de se rendre dans des lieux spécifiques où l'on sait que sont ou fréquentent des individus ou des groupes tels que terroristes, membres d'organisation qui prônent la violence ou des figures du crime organisé.* »

Les charges de conspiration pour commettre l'espionnage et de conspiration pour commettre des assassinats amenèrent, pour 3 d'entre eux, des sentences de prison à perpétuité, ce qui en fit les premières personnes aux Etats-Unis à être condamnées à perpétuité pour une accusation en rapport avec l'espionnage où n'existait aucune évidence d'obtention et de transmission d'aucun document secret.

L'appel a pris 8 ans, le 9 août 2005, un ensemble de 3 juges de la Cour d'Appel révoqua les verdicts de culpabilité, considérant que ces 5 hommes n'avaient pas eu un procès équitable à Miami. De façon inhabituelle, le gouvernement demanda aux 12 juges de la Cour d'Appel de réviser la décision des 3 juges dans une procédure appelée *en banc*. Exactement 1 an plus tard, le 9 août 2006, malgré une forte opposition de la part de 2 des juges, la Cour plénière révoqua à la majorité la décision des 3 juges.

Pendant ce temps, le 27 mai 2005, le Groupe de Travail des Nations Unies sur les Détentions Arbitraires, après avoir étudié les arguments présentés tant par les familles des 5 que par le gouvernement des Etats-Unis indiqua que leur privation de liberté était arbitraire et exhorta le gouvernement des Etats-Unis à prendre les mesures nécessaires pour faire cesser cet état arbitraire.

Le Groupe de Travail dit que, en se basant sur les faits et les circonstances qui avaient permis de mener le procès à son terme, la nature des charges et la sévérité des sentences, la privation de liberté des 5 viole l'article 14 de la Convention Internationale sur les Libertés Civiles et Politiques dont les Etats-Unis sont signataires.

Jamais auparavant, le Groupe de Travail sur les Détentions Arbitraires n'avait dénoncée comme arbitraire la privation de liberté dans un cas jugé aux Etats-Unis, à cause de violations commises pendant le procès légal.

Le manque de preuves pour étayer les 2 principales accusations – conspiration pour commettre l'espionnage et conspiration pour commettre un assassinat au premier degré – et la condamnation à perpétuité complètement irrationnelle et injustifiable, constituèrent, tout au long du procès en appel, un autre argument clef de la défense pour expliquer l'arbitraire du procès.

Le 2 septembre 2008, la Cour d'appel d'Atlanta ratifia les verdicts de culpabilité des 5, les sentences contre Gerardo Hernandez et René Gonzalez et annula les sentences contre Antonio Guerrero, Fernando Gonzalez et Ramon Labañino, les considérant incorrectes et renvoya à nouveau devant la Cour du District de Miami les cas de ces 3 derniers pour être rejugés (procès actuellement en cours).

A cette occasion, la Cour d'Appel reconnut en séance plénière qu'il n'existait aucune évidence qu'il y ait eu ni obtention ni transmission d'informations secrètes ou concernant la défense nationale dans le cas des accusés de conspiration pour commettre l'espionnage.

D'autre part, un des 3 juges du groupe, la juge Phyllis Kravitch, donna une opinion différente de 16 pages où elle soutint qu'il n'existait aucune évidence pour appuyer la charge de conspiration pour commettre un assassinat.

Le 15 juin 2009, la Cour Suprême des Etats-Unis annonça, sans plus d'explications, sa décision de ne pas réviser le cas des 5 Cubains malgré les arguments solides avancés par les avocats de la défense devant les évidentes et multiples violations légales commises pendant tout le procès.

Ils méconnurent ainsi le soutien universel à cette pétition et aux 5, exprimé en un ensemble de 12 documents d' « amis de la cour », quantité qui constitue un fait sans précédent parce qu'il représente le plus grand nombre d' « amis » qui se soient présentés, jusqu'à présent, devant la Cour Suprême des Etats-Unis pour la révision d'un procès pénal.

10 Prix Nobel, parmi lesquels figure le président du Timor Oriental, José Ramos Horta, Adolfo Perez Esquivel, Rigoberta Menchu, José Saramago, Wole Soyinka, Zhores Alferov, Nadine Gordimer, Gunther Grass, Dario Fo et Mairead Maguire ; le Sénat du Mexique au complet, l'Assemblée Nationale de Panama, Mary Robinson, présidente d'Irlande (1992-1997) et membre de la Haute Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies (1997-2002) et l'ex-Directeur Général de l'UNESCO, Federico Mayor, ont signé les « amicus ».

A ceux-ci s'ajoutèrent des centaines d'hommes de loi du monde entier parmi lesquels on trouve 75 membres du Parlement Européen avec 2 ex-présidents et 3 actuels vice-présidents de cet organe législatif, ainsi que de nombreuses associations d'avocats et de Droits de l'Homme de différents pays d'Europe, d'Asie et d'Amérique Latine, des personnalités internationales et des organisations légales et académiques des Etats-Unis.

Avec cette décision de la Cour Suprême furent épuisés, dans la pratique, les recours légaux pour en appeler à la cassation du procès de la Cour d'Atlanta qui ratifia les verdicts de culpabilité.

Le 13 octobre 2009 eut lieu, à la Cour du District de Miami, l'audience de rejugement d'Antonio Guerrero, au cours de laquelle, la même juge qui, en décembre 2001 le condamna à une perpétuité plus 10 ans, se vit obligée d'admettre que, dans le cas d'Antonio, il n'existe pas d'évidence ni d'obtention ni de transmission d'informations secrètes. Malgré cela, elle lui imposa l'injuste sentence de 21 ans et 10 mois de prison, plus 5 ans de liberté surveillée.

Le 8 décembre eut lieu l'audience de rejugement de Fernando Gonzalez et Ramon Labañino. La sentence originale de Fernando (19 ans) fut ramenée à 17 ans et 9 mois de prison, tandis que celle de Ramon (1 perpétuité + 18 ans) fut réduite à 30 ans de prison.

Pendant toutes ces années d'emprisonnement injuste, le retard dans l'attribution des visas aux familles des 5 Cubains prisonniers sur le territoire des Etats-Unis depuis le 12 septembre 1998, a fait que, dans la majorité des cas, celles-ci n'ont pu leur rendre visite qu'une seule fois dans l'année, en moyenne, même lorsque, selon les règles de leurs prisons respectives, ils auraient pu les voir tous les mois.

Deux d'entre eux, Gerardo Hernandez et René Gonzalez ont été empêchés de recevoir les visites de leurs épouses respectives, Adriana Perez et Olga Salanueva, auxquelles on a refusé de façon réitérée et systématique le permis d'entrée sur le territoire des Etats-Unis pour effectuer ces visites. Comme résultat de ces refus, Adriana et Olga n'ont pu voir leurs époux depuis 11 et 9 ans respectivement.

Gerardo Hernandez	La Cour d'Appel a ratifié sa sentence 2 perpétuités + 15 ans
Ramon Labañino	La Cour d'Appel a annulé sa sentence Le 8 décembre 2009, elle a été ramenée à 30 ans de prison
Antonio Guerrero	La Cour d'Appel a annulé sa sentence Le 8 décembre 2009, elle a été ramenée à 21 ans et 10 mois de prison
Fernando Gonzalez	La Cour d'Appel a annulé sa sentence Le 8 décembre 2009, elle a été ramenée à 17 ans et 9 mois de prison
René Gonzalez	La Cour d'Appel a ratifié sa sentence 15 ans de prison

(traduction Gaston Lopez)